



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
10 novembre 2014
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-neuvième session
Point 32 de l'ordre du jour
Prévention des conflits armés

Conseil de sécurité
Soixante-neuvième année

Lettre datée du 7 novembre 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration publiée le 1^{er} novembre 2014 par le Comité pour la réunification pacifique de la Corée, ainsi que celui d'un livre blanc publié le 24 octobre 2014 par l'Institut de la République populaire démocratique de Corée pour la réunification nationale, concernant les opérations de diffusion de tracts de propagande provocateurs hostiles à la République populaire démocratique de Corée menées en Corée du Sud (voir annexes).

Ces opérations, effectuées par des organisations prétendument non gouvernementales composées de pernicious « transfuges du Nord » et délibérément tolérées, voire même encouragées, par les autorités sud-coréennes, sont totalement provocatrices et inspirées par des motifs politiques dans le but de bafouer la dignité de la direction suprême, du système social et du peuple de la République populaire démocratique de Corée.

Cette campagne constitue en outre une grave incitation à la guerre, car elle est menée à l'intérieur et aux abords de la zone démilitarisée en violation de la Convention d'armistice et pose ainsi, dans la situation tendue qui règne actuellement sur la péninsule coréenne, un risque sérieux de conflit armé entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

En outre, les opérations de largage aérien de tracts menées par la Corée du Sud représentent une menace pour la sécurité des populations civiles et la navigation aérienne et constituent des violations manifestes des lois et règlements de l'aviation civile internationale et même de la loi sud-coréenne relative à l'aviation et de son décret d'application.

La République populaire démocratique de Corée condamne vigoureusement ces diffusions de tracts provocatrices et illégales, exige que les autorités sud-coréennes mettent fin promptement à leur campagne hostile et demande instamment



à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations internationales de prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher que se reproduise la diffusion par la Corée du Sud de tracts qui lui sont hostiles.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes dans les meilleurs délais en tant que document de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) **Ja Song Nam**

**Annexes à la lettre datée du 7 novembre 2014, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la République populaire démocratique de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Annexe I

**Le Comité pour la réunification pacifique de la Corée
condamne les opérations de diffusion de tracts
de la Corée du Sud**

Pyongyang, le 1^{er} novembre (Agence centrale de presse coréenne) – Le Comité pour la réunification pacifique de la Corée a publié, le samedi 1^{er} novembre 2014, une déclaration qui clarifie la position de la République populaire démocratique de Corée dénonçant la protection et les encouragements persistants fournis par les autorités fantoches de Corée du Sud à une nouvelle opération de diffusion de tracts, effectuée vendredi à minuit dans la région de Phochon (province de Kyonggi), par des déchets de l'humanité.

On lit dans cette déclaration :

1. Les autorités sud-coréennes devraient savoir qu'aucun dialogue Nord-Sud ni aucune amélioration des relations intercoréennes ne sont possibles tant qu'elles n'auront pas mis fin aux opérations de diffusion de tracts portant insidieusement atteinte à la dignité du dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée.

De par leur volonté inébranlable et leur position de principe inflexible, l'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée n'entendent pardonner à aucun prix quiconque bafoue la dignité de son dirigeant suprême.

Les autorités sud-coréennes ne devraient pas même songer à s'asseoir à la table des négociations avec nous, tant que ces opérations irresponsables de diffusion de tracts se poursuivront.

Elles ne devraient pas oublier que les forces armées révolutionnaires de la République populaire démocratique de Corée ont déclaré qu'elles ne se contenteraient pas de tirer à vue sur des ballons, mais qu'elles feraient sauter leur base et frapperaient les forces commandant ces opérations en coulisse, si les lancements de tracts se poursuivent.

2. Nous entendons punir avec la plus grande sévérité et éliminer les criminels impliqués dans ces opérations, au nom de tous les Coréens.

Nous avons le droit de punir les criminels qui ont fui vers le Sud après avoir perpétré des crimes contre le système social et les lois de la République populaire démocratique de Corée et, selon le droit et la pratique internationale, les autorités sud-coréennes sont tenues de les extradier vers le Nord.

Si les autorités sud-coréennes ne sont pas disposées à le faire, nous mènerons une opération pour punir définitivement ces déchets de l'humanité.

3. Nous saisirons les organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale, de la question des opérations de lancement de tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée menées par les autorités sud-coréennes afin de rallier l'opinion publique.

Ces opérations qui visent à porter atteinte à la dignité du dirigeant suprême, au système social de la République populaire démocratique de Corée et à son peuple et sont perpétrées en Corée du Sud avec les encouragements de ses autorités fantoches constituent des crimes odieux contre l'humanité et les droits de l'homme, ainsi que des violations graves du droit international.

C'est la clique des pantins sud-coréens elle-même qui devrait être traduite devant un tribunal international.

Nous déposerons une plainte auprès des organisations internationales et de la communauté internationale contre les agissements hostiles à la République populaire démocratique de Corée de cette clique de pantins, qui sont des violations graves de l'ordre et des normes internationales universellement acceptées, et nous dénonçons et condamnons ces agissements avec la plus grande fermeté.

La déclaration lance par ailleurs l'avertissement que l'entourage de Park Geun Hye devra payer au prix fort le fait d'avoir saboté l'occasion, si laborieusement créée, d'un rapprochement Nord-Sud et foulé aux pieds le désir de réunification de ses compatriotes, en doutant de la bonne foi de la République populaire démocratique de Corée et en la tournant en dérision.

Annexe II

Le caractère criminel des opérations de lancement de tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée menées par les États-Unis et la Corée du Sud révélé au grand jour

Pyongyang, le 24 octobre (Agence centrale de presse coréenne) – L'Institut pour la réunification nationale a publié vendredi un livre blanc dénonçant le caractère criminel des opérations de lancement de tracts effectuées le 24 octobre 2014 par des déchets de l'humanité, à l'instigation des États-Unis et des forces fantoches sud-coréennes.

Selon le livre blanc, les États-Unis et les forces fantoches sud-coréennes portent la responsabilité de la situation déplorable actuelle, car ils ont envenimé la situation conflictuelle régnant sur la péninsule coréenne et sont à l'origine du problème des tracts qui exacerbe le risque de guerre. Le livre blanc précise en outre :

Au cours de la guerre de Corée, les États-Unis avaient constitué des unités de guerre psychologique, rattachées au commandement des forces américaines en Extrême-Orient et au commandement de la Huitième armée, et les avaient chargées de lancer des tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée dans différentes régions de la Corée.

Plus de 150 millions de tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée ont ainsi été lancées par les forces d'agression impérialistes américaines au cours du seul mois de janvier 1952.

Selon un rapport officiel, le nombre de tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée lancés par les forces d'agression impérialistes américaines au cours des trois années de guerre dépasse 2,46 milliards et, si l'on ajoute les tracts lancés par les forces fantoches de Corée du Sud, dépasse les 4 milliards.

Après la guerre, les États-Unis et les forces sud-coréennes fantoches ont mené leurs opérations de lancement de tracts de manière encore plus ouverte.

À l'instigation des États-Unis, les forces fantoches de Corée du Sud ont créé de nombreuses unités de guerre psychologique, chargées de diffuser des tracts au sein des unités de la République populaire démocratique de Corée déployées en première ligne et, dans les années 70, elles ont mené une opération de lancement de tracts par ballons, afin d'atteindre l'arrière-pays

Même après la publication, en 1972, de la déclaration historique conjointe du 4 juillet, les forces fantoches n'ont pas cessé leurs opérations de diffusion de tracts, en violation de l'accord aux termes duquel chaque partie devait s'abstenir de tout acte de diffamation à l'égard de la partie adverse.

Au début des années 80, les forces fantoches sud-coréennes ont créé au sein de l'armée une unité chargée de la guerre psychologique et du lancement de tracts, puis, en 1991, cette unité a été réorganisée et directement rattachée au Ministère de la défense et un système de commandement unique des opérations de lancement de tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée a été mis en place.

Selon les données relatives à « la guerre psychologique menée contre le Nord » qui ont été présentées à l'« Assemblée nationale » par le Ministère de la défense fantoche en 2011, le nombre de tracts disséminés dans les différentes régions de la République populaire démocratique de Corée depuis les années 80 jusqu'à la fin des années 90 dépasse 1,918 milliard.

Après l'adoption et la publication de la déclaration historique commune du 15 juin, par laquelle les autorités militaires du Nord et du Sud sont convenues de mettre fin à toute activité de guerre psychologique, notamment au lancement de tracts, ainsi qu'à tout autre acte hostile, les autorités sud-coréennes ne pouvaient plus participer directement à ces opérations. Elles ont donc eu recours à une méthode habile consistant à inciter les transfuges nord-coréens, ces déchets de l'humanité, et des organisations conservatrices d'extrême droite à s'engager dans de telles opérations.

En octobre 2003, Ri Min Bok a pris part à un lancement de tracts sous couvert de sa qualité de représentant de l'Association des chrétiens nord-coréens. Des organisations fomentatrices de complots, constituées de déchets de l'humanité, comme le Quartier général du Mouvement pour la démocratie en Corée du Nord, l'Alliance en faveur du Mouvement pour la liberté de la Corée du Nord, la Fédération des organisations de transfuges nord-coréens et l'Association pour la promotion de la démocratie dans le Nord, ont fait leur apparition et se sont lancées dans des opérations de diffusion de tracts.

Sous la présidence de Lee Myung Bak, la diffusion de tracts hostiles est devenue plus ouverte encore.

La clique de Lee Myung Bak a rendu caducs les accords Nord-Sud relatifs à la cessation de tout acte d'hostilité, y compris les actes de dénigrement, et a fait de la diffusion de tracts une priorité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa « politique à l'égard du Nord ».

L'armée fantoche a repris la guerre psychologique contre la République populaire démocratique de Corée, notamment ses programmes audiovisuels et le lancement de tracts. Des équipements permettant de publier plus de 80 000 tracts par jour ont été mis au point et répartis dans les unités de première ligne.

Un membre de l'armée fantoche a déclaré à l'époque qu'« il y avait plus de 1 300 modèles de tracts et plus de 470 types de scripts destinés à une diffusion audiovisuelle dans le cadre de la guerre psychologique contre le Nord ».

En janvier 2011, la clique de Lee a convié à dîner à Cheongwadae plus d'une vingtaine de déserteurs scélérats, parmi lesquels Hong Sun Gyong, président du Comité pour la démocratie en Corée du Nord, An Chan Il, président de la Fédération mondiale des Nord-Coréens, Kim Hung Gwang, représentant du mouvement Solidarité des intellectuels de Corée du Nord et Park Sang Hak, représentant de l'Alliance en faveur du Mouvement pour la liberté de la Corée du Nord, et leur a promis un soutien financier pour la diffusion de tracts. Les forces fantoches financent massivement les opérations de diffusion de tracts menées par ces déchets de l'humanité et ont affecté plus de 100 millions de dollars des États-Unis par an au soutien des « transfuges nord-coréens ».

De 2011 à juillet 2012, le budget affecté aux opérations de diffusion de tracts s'est élevé à 200 000 dollars des États-Unis.

Le présent régime, qui entend ne pas être en reste par rapport à la clique de traîtres de Lee Myung Bak, mène les opérations de diffusion de tracts plus ouvertement encore.

Avant même sa prise de fonction officielle comme « Présidente », la présente chef de l'exécutif de Corée du Sud avait adressé un message de félicitations à l'Association pour la promotion de la démocratie dans le Nord, composée de déserteurs scélérats, à l'origine d'une opération de diffusion de tracts effectuée en octobre 2012, mais elle avait été désavouée par l'opinion publique. Après son entrée en fonction, elle a invité à Cheongwadae et encouragé les déchets de l'humanité qui avaient travaillé, les yeux injectés de sang, à la diffusion de ces tracts.

Elle a même nommé certains de ces moins que rien, membres d'organisations fomentatrices de complots contre la République populaire démocratique de Corée, telles que le Comité pour la démocratie en Corée du Nord, le mouvement Solidarité des intellectuels de Corée du Nord et le Centre pour la stratégie à l'égard de la Corée du Nord, au « Comité pour l'unité du peuple », ainsi qu'au « Comité pour la préparation de l'unification », qui sont directement rattachés à la « présidence », pour les pousser à l'action.

Les forces fantoches ont même mis au point un dispositif de navigation aérienne par satellite qui peut se monter sur des ballons pour lancer des tracts, un programme permettant de contrôler les ballons en fonction de la direction et de la vitesse du vent, et un système de transmission radio pour envoyer des tracts électroniques dans l'arrière-pays nord-coréen et les ont fournis gratuitement à ces déchets de l'humanité.

Bien qu'elles aient convenu de cesser leurs diffamations à l'égard de l'autre partie lors du premier cycle du dialogue Nord-Sud de haut niveau tenu en février, les forces conservatrices fantoches ont poursuivi la diffusion de tracts. Elles envisagent même, de mettre au point et de déployer de nouveaux projectiles de dispersion de tracts pouvant être tirés par des obusiers autopropulsés K-9, de manière à atteindre des zones encore plus éloignées de la République populaire démocratique de Corée.

Les États-Unis soutiennent activement ces opérations, déclarant ouvertement que la guerre psychologique sous forme de lancement de tracts constitue un moyen efficace de provoquer la désintégration et la chute de la République populaire démocratique de Corée.

Alors même que l'esprit de réconciliation et de réunification s'intensifiait entre le Nord et le Sud, à la suite de l'adoption de la déclaration commune du 15 juin, les États-Unis ont créé, en collaboration avec les forces fantoches, le « commandement intégré pour la guerre psychologique », et mis en service l'avion spécial EC-130, qualifié de « station radio volante » et créé une unité spécialisée dans la guerre psychologique dans le cadre de leur intensification de la guerre psychologique contre la République populaire démocratique de Corée.

Les États-Unis ont, en outre adopté la « Loi sur la Corée du Nord libre » qui a pour objectif un « changement de régime » et le placement de transfuges nord-coréens à la tête de campagnes de dénigrement à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée.

En avril 2006 et septembre 2008, George W. Bush, alors Président des États-Unis, a rencontré Kim Song Min et Park Sang Hak, représentant respectivement la Radio libre de Corée du Nord et l'Alliance en faveur du Mouvement pour la liberté de la Corée du Nord, et les a incités à mener des opérations de diffusion de tracts, en les félicitant d'être « des soldats aux avant-postes de la lutte pour la liberté ». En février de cette année, les États-Unis ont invité Park Sang Hak et Kang Chol Hwan, représentant le Centre pour la stratégie à l'égard de la Corée du Nord, à se rendre dans la Silicon Valley où leur ont été présentées des technologies permettant la diffusion de supports USB et DVD, et autres, par le biais du GPS en République populaire démocratique de Corée.

En juillet, ils ont organisé à l'échelle mondiale un concours de technologies de l'information et des télécommunications pour pénétrer le réseau informatique du Nord, auquel ont participé des « transfuges nord-coréens », et leur ont remis à cette occasion des données ultramodernes pour la conduite de campagnes psychologiques de diffamation contre la République populaire démocratique de Corée.

Les États-Unis ont même inclus dans le plan d'opération OPLAN 5029 un article appelant à provoquer l'effondrement du Nord par l'utilisation d'organisations non gouvernementales pour manipuler les citoyens nord-coréens. À cet effet, ils ont financé des organisations constituées de « transfuges nord-coréens » par l'intermédiaire de leurs organisations non gouvernementales comme le Fonds pour la promotion de la démocratie, l'Alliance en faveur du Mouvement pour la liberté de la Corée du Nord et Human Rights Watch.

Le Fonds américain pour la promotion de la démocratie, dont la mission est de renverser les gouvernements hostiles aux États-Unis, a accordé des financements croissants aux organisations de « transfuges nord-coréens » : 1,21 million de dollars en 2007, 1,27 million de dollars en 2008, 1,4 million de dollars en 2009 et 1,45 million de dollars en 2010.

Le Département d'État américain a également fourni des fonds au Réseau pour la démocratie en Corée du Nord, à la Radio libre de Corée du Nord, à l'association Solidarité pour les droits des transfuges nord-coréennes, etc., soit plus d'un million de dollars par an depuis 2009.

En consacrant plus de 20 millions de dollars aux déchets de l'humanité chaque année, les États-Unis les ont incités à porter atteinte à la dignité du dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée, à son système social, ainsi qu'aux droits de l'homme, non seulement en Corée du Sud et aux États-Unis, mais également dans l'enceinte des Nations Unies.

Les « transfuges nord-coréens » qui sont devenus membres de toutes sortes d'organisations fomentatrices de complots, comme le Quartier général du Mouvement pour la démocratie en Corée du Nord, l'Alliance en faveur du Mouvement pour la liberté de la Corée du Nord et l'Association des chrétiens nord-coréens, diffusent annuellement, en moyenne, plus de 10 millions de tracts.

Les transfuges que les États-Unis et les forces fantoches sud-coréennes incitent à mener des campagnes hostiles à la République populaire démocratique de Corée en les qualifiant de « militants des droits de l'homme » sont un groupe de criminels, de bêtes noires dont, au regard de la loi, l'existence ne devrait pas être tolérée dans la société.

Les conséquences sur les relations Nord-Sud des opérations de diffusion de tracts hostiles à la République populaire démocratique de Corée sont absolument désastreuses.

La campagne de diffamation menée par les pernicieux « transfuges nord-coréens », encouragés et manipulés par les États-Unis et les autorités fantoches de Corée du Sud, constitue un acte grave susceptible d'entraîner une guerre, car il viole la Convention d'armistice et les accords Nord-Sud.

Les États-Unis devraient avoir honte du fait que le dollar, symbole de leur souveraineté, soit utilisé à mauvais escient pour des campagnes de diffamation menées par des déchets de l'humanité.

Les États-Unis et les autorités fantoches de Corée du Sud devraient mettre fin sans délai aux opérations de diffusion de tracts et comprendre clairement les conséquences désastreuses de leurs manœuvres fomentatrices de complots à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée.
